

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : QUEL LEADERSHIP POUR LE PROCHAIN PRÉSIDENT FRANÇAIS ?

Susi Dennison, Tara Varma

Mars 2022

RÉSUMÉ

- Les Européens sont désabusés par la façon dont le système mondial de coopération internationale gère les défis d'aujourd'hui. Soixante et onze pour cent d'entre eux estiment que le système ne fonctionne pas dans le domaine du changement climatique.
- Pourtant, c'est au niveau européen qu'ils voient un besoin de renforcer la souveraineté stratégique.
- Même dans les semaines qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie, lorsque l'enquête de l'ECFR a eu lieu, une majorité de personnes interrogées a déclaré qu'une coopération européenne était nécessaire pour garantir la sécurité à leurs frontières et faire face aux futures pandémies.
- Ils sont à l'aise avec l'idée d'un leadership français sur ces efforts de coopération.
- Le prochain président français devrait poursuivre un programme de politique étrangère européenne fort afin de protéger les Européens contre les menaces qui les inquiètent le plus, en amenant l'Union européenne à s'engager géopolitiquement face aux efforts de la Russie et de la Chine pour remodeler l'ordre international.
- En procédant ainsi, le nouveau président français renforcera la conviction des Européens que l'UE peut faire face aux défis d'aujourd'hui.

Introduction

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le débat sur la capacité de l'Europe à se protéger a occupé le devant de la scène dans toute l'Union européenne (UE). Le débat sur l'élection présidentielle française, prévue le 10 avril 2022, ne fait pas exception. Lors des entretiens avec les médias, les candidats sont souvent invités à donner leur avis sur l'adéquation des sanctions européennes à l'égard de la Russie, sur l'augmentation des investissements dans la défense, ainsi que sur la résurgence d'une menace nucléaire dans la sécurité européenne et la manière de la gérer. Dans toute l'UE, la dure réalité est que les menaces d'action militaire proférées par la Russie pour rééquilibrer l'ordre international de l'après-guerre froide n'étaient pas vaines. Cela conduit les gouvernements européens à réévaluer leur volonté d'investir dans la souveraineté d'une manière que des années de débat sur sa nécessité théorique n'ont pas permis d'obtenir.

Lorsque les citoyens français se rendront aux urnes, seuls quelques 45.5 millions d'électeurs inscrits voteront pour déterminer qui sera le prochain président français. Mais cette décision concernera les 400 millions de citoyens de l'Union européenne. En effet, la France est l'un des deux plus grands États membres de l'UE et son dirigeant, le président Emmanuel Macron, est l'un des chefs d'État européens les plus visibles et les plus éloquents lorsqu'il s'agit de relever les différents défis auxquels l'Europe est confrontée, qu'il s'agisse de la crise russo-ukrainienne ou de la lutte contre la pandémie de Covid-19 au niveau européen. La France est également la deuxième économie de l'UE et l'un des États fondateurs de l'Union. Le leadership français est d'une importance capitale pour l'avenir du projet européen.

Si un président français ayant un programme positif pour l'UE est élu en mai, il pourra former une alliance solide avec la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne, qui s'est engagée à placer l'action de l'UE au cœur de son approche des défis politiques – comme l'ont souligné ses décisions novatrices en matière de dépenses de défense et de sanctions économiques en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février. Le chancelier allemand Olaf Scholz a déclaré que nous vivons une « ère décisive » et que « nous avons la ferme intention de garantir notre liberté, notre démocratie et notre prospérité ». À cette fin, il a annoncé un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour l'armée allemande, afin de réaliser les investissements nécessaires en matière d'armement. Le gouvernement allemand va maintenant mettre en œuvre son engagement de consacrer 2 % de son PIB à la défense.

Cet élan offre l'occasion de repousser le discours croissant sur une Europe des États-nations, en démontrant l'importance de la puissance européenne pour défendre les intérêts des citoyens européens dans un monde hautement compétitif. Si le président français élu n'est pas convaincu du rôle de l'UE dans la gestion des défis mondiaux, l'alliance des États membres désireux d'investir du capital politique dans la construction de la souveraineté stratégique européenne commencera soudainement à paraître faible. Pour comprendre

comment les citoyens des États membres de l'UE pensent à ces questions avant l'élection française, l'ECFR a demandé à Datapraxix, AnalitiQs, Datalyze, SzondaPhone, Turu-uuringute et YouGov de réaliser une enquête auprès de 15 000 personnes dans 12 États membres de l'UE – Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Espagne et Suède – en janvier et février 2022.

Les résultats montrent qu'une vaste majorité d'Européens sont désabusés par la façon dont le système mondial de coopération internationale gère les défis du Covid-19 et du changement climatique, qu'ils considèrent comme les deux plus grandes menaces pour l'Europe. Les experts supposent souvent que la plupart des Européens considèrent que les institutions internationales ne sont pas pertinentes pour leur vie quotidienne. Mais les personnes interrogées sont convaincues que le système international n'est pas suffisamment efficace. 60 % d'entre elles ont déclaré que les réponses à la pandémie de Covid-19 montraient que la coopération internationale était « défailante » et 71 % sont du même avis en ce qui concerne le changement climatique.

Toutefois, les données ont révélé que la population est favorable au renforcement de la souveraineté au niveau de l'UE. Lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité aux frontières européennes, une majorité des personnes interrogées estiment que la coopération européenne est nécessaire. Ils ont compris qu'il y a une logique à ce que les Européens traitent collectivement les défis politiques qui les concernent le plus – et ils sont globalement à l'aise avec l'idée que les Français dirigent ces efforts de coopération.

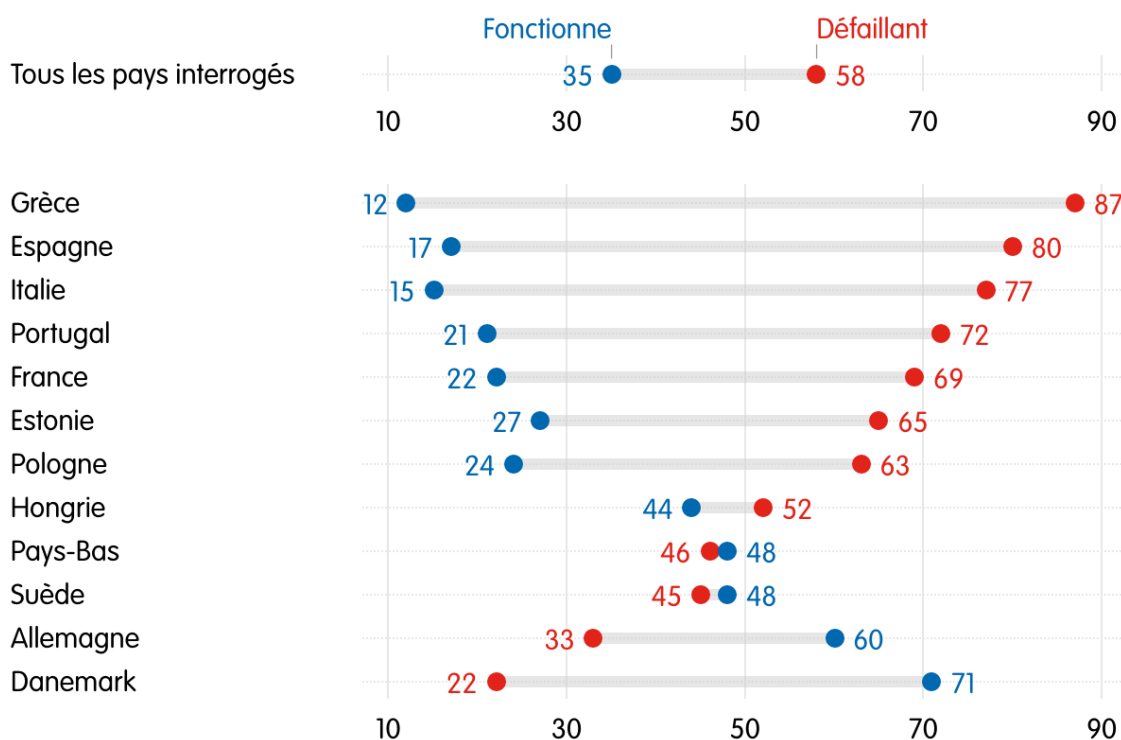
Les systèmes nationaux et internationaux ne répondent pas aux menaces que les Européens craignent le plus

Une grande partie de la couverture internationale du débat électoral français se concentre sur le « virage à droite de la politique française » et sur le fait que non pas un, mais deux candidats d'extrême droite se présentent à l'élection cette année. L'immigration, la sécurité et la baisse du pouvoir d'achat sont devenus des thèmes centraux du débat national car les électeurs français estiment que le système politique actuel ne fonctionne pas dans ces domaines. Notre enquête confirme cette impression. Lorsqu'on leur a demandé si le système politique français fonctionnait ou était défailant, 69 % des Français interrogés ont répondu qu'il était complètement ou plutôt défailant.

Mais les Français sont loin d'être les seuls à partager cette opinion. Dans les 12 États membres de l'UE dans lesquels l'ECFR a enquêté, 58 % des personnes interrogées ont estimé que leur système national était défailant. Ce sentiment est encore plus fort au Portugal (72 %), en Italie (77 %), en Espagne (80 %) et en Grèce (87 %) qu'en France. Il est intéressant de noter que la frustration des citoyens français à l'égard de leur propre système politique national n'est pas partagée par les répondants des 11 autres pays de l'UE. Lorsque nous avons

demandé aux personnes interrogées dans les autres pays si le système national français fonctionnait, 35 % d'entre elles ont répondu par l'affirmative. Seuls 29 % ont répondu qu'il ne fonctionnait pas – bien que 36 pour cent aient répondu qu'ils ne savaient pas.

Pensez-vous que le système politique dans votre propre pays fonctionne correctement ou soit défaillant? En pourcentage.

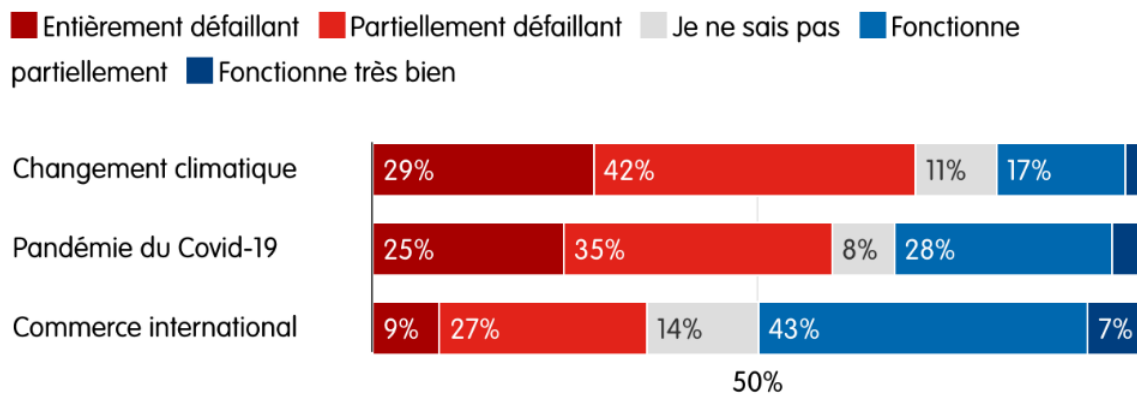


Source: Datapraxix, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecfre.eu

Pour ne rien arranger, lorsque nous avons demandé aux personnes interrogées si elles étaient d'accord avec une série d'affirmations sur le système politique actuel, 58 % des Européens étaient d'accord avec l'idée que les électeurs ordinaires n'ont pratiquement aucun impact sur la politique d'aujourd'hui. En France, ce chiffre était de 63 %. Seules l'Italie (66 %) et l'Estonie (67 %) ont obtenu des résultats plus élevés parmi les pays que nous avons couverts. Ce fort sentiment de ras-le-bol et d'impuissance parmi l'électorat français donne à réfléchir avant une élection où le taux d'abstention devrait être élevé au second tour. Cela serait cohérent avec la faible participation des électeurs observée lors des élections françaises à tous les niveaux ces dernières années. L'élection présidentielle est généralement celle où les électeurs français se déplacent le plus. En 2017, près de 75 % des citoyens inscrits ont voté, contre moins de 35 % pour les élections régionales de 2021. Un faible taux de participation aux prochaines élections serait donc un signal inquiétant face à la désillusion croissante des citoyens à l'égard de la classe politique.

L'une des conclusions les plus inattendues de l'enquête est que les Européens sont aussi profondément déçus par les tentatives de résolution des problèmes à l'aide de la coopération internationale. Cela semble être particulièrement le cas lorsqu'il s'agit des thèmes qui inquiètent le plus les électeurs.

Pensez-vous que le système de coopération internationale fonctionne correctement ou soit défaillant dans ces différents domaines ? Tous les pays interrogés.



Source: Dataprix, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

Lorsque nous avons demandé aux électeurs de classer les menaces auxquelles l'Europe est confrontée, le coronavirus est arrivé en première position et le changement climatique en deuxième position (en combinant les première et deuxième catégories). Il est clair que ce sont les principaux problèmes qui empêchaient les Européens de dormir la nuit - du moins, avant l'invasion russe. Il semble que leur inquiétude face à ces menaces soit aggravée par le sentiment que le système ne répond pas aux attentes. Une grande majorité pense que la coopération internationale pour contrer ces menaces ne fonctionne pas. Dans le cas du changement climatique, ce chiffre atteint 71 %. Ceux qui classent le changement climatique parmi les deux principales menaces sont plus susceptibles d'être de cet avis. Et il n'y a pas de grandes différences sur ce point entre les partisans des différents partis politiques. Les partisans des partis d'extrême droite ont tendance à penser un peu plus que la coopération internationale ne donne pas de résultats sur la pandémie de coronavirus mais ce n'est pas le cas pour le changement climatique.

La certitude de l'opinion des Européens est particulièrement surprenante dans ces résultats. Seuls près de 8 % d'entre eux ont déclaré ne pas savoir si le système international fonctionne efficacement pour lutter contre le Covid-19, alors que seulement 11 % ont dit la même chose du changement climatique. Ces résultats suggèrent que nous vivons un moment où les

électeurs européens comprennent l'importance de la coopération internationale sur les questions qui façonnent leur vie.

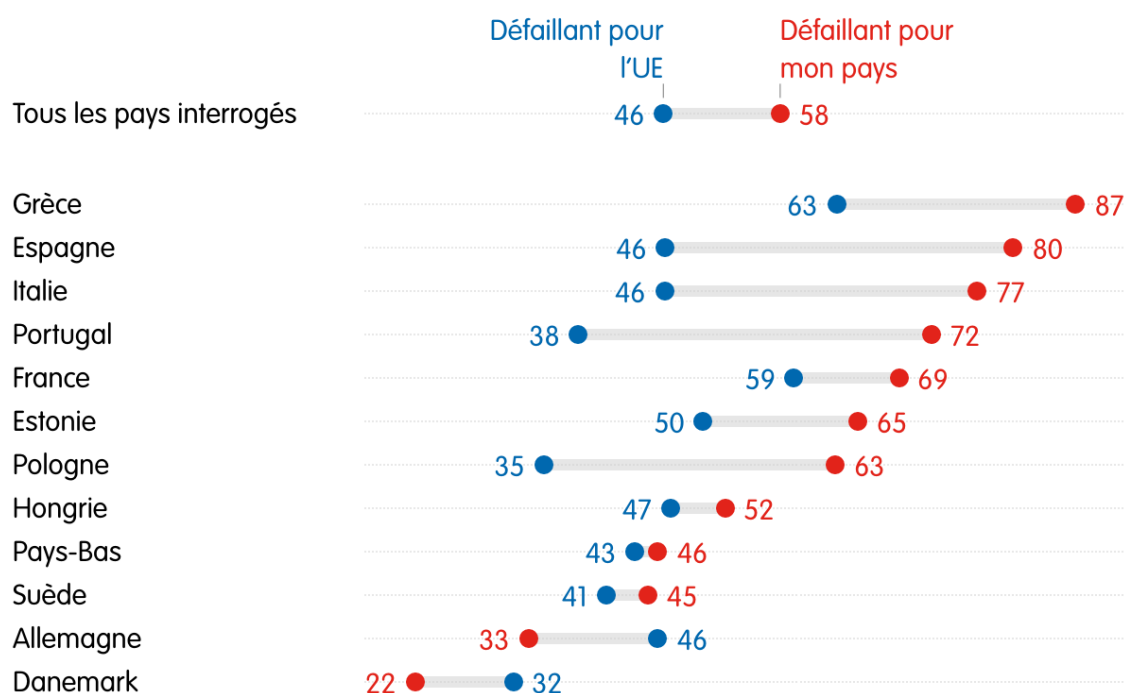
Un mandat public pour construire la souveraineté au niveau européen

La compréhension par l'opinion publique de l'importance de la coopération internationale semble s'appliquer particulièrement à la coopération au niveau de l'UE. Ces dernières années, les partis anti-européens de l'ensemble de l'UE ont largement cessé de parler de la sortie de leur pays de l'Union et se sont plutôt attachés à raconter comment ils allaient la changer pour l'adapter à leur propre vision. Cela a créé une bataille complexe de récits autour de l'avenir de l'Europe. D'un côté se trouvent les dirigeants politiques qui ont l'intention de réformer l'UE afin qu'elle réponde plus efficacement aux défis qui préoccupent leurs électeurs (et, ce faisant, de renforcer le soutien au projet européen). De l'autre côté se trouvent les dirigeants politiques qui ont l'intention de réformer l'UE pour reprendre le pouvoir au niveau national. Les deux camps ont un programme de changement européen mais, étant donné leurs motivations opposées, ils doivent faire une distinction claire entre leur propre programme et celui de l'autre camp.

Notre enquête montre pourquoi nous en sommes arrivés à cette situation : les électeurs veulent faire partie du projet européen. Au total, 59 % des personnes interrogées dans l'ensemble de l'UE estiment que cela vaut la peine d'être dans l'UE. Notre enquête a enregistré des majorités partout sauf en France, en Suède et en Italie. Même dans ces trois pays, les partisans de l'adhésion sont nettement plus nombreux que les opposants. (Pour autant, il n'y a pas lieu de s'en réjouir, puisque 35 % des personnes interrogées ont répondu négativement ou étaient indifférentes à cette question).

L'opinion selon laquelle le système fonctionne au niveau européen est largement répandue, surtout si on la compare à l'opinion que les gens ont de leur propre pays au niveau national. Dans dix pays sur douze, les personnes qui pensent que leur système national est défaillant sont plus nombreuses que celles qui pensent que l'UE l'est. En outre, et peut-être en partie pour cette raison, le niveau européen est considéré comme le niveau approprié pour répondre aux défis politiques actuels.

Pensez-vous que le système politique de l'UE et/ou de votre pays soit défaillant ? En pourcentage.

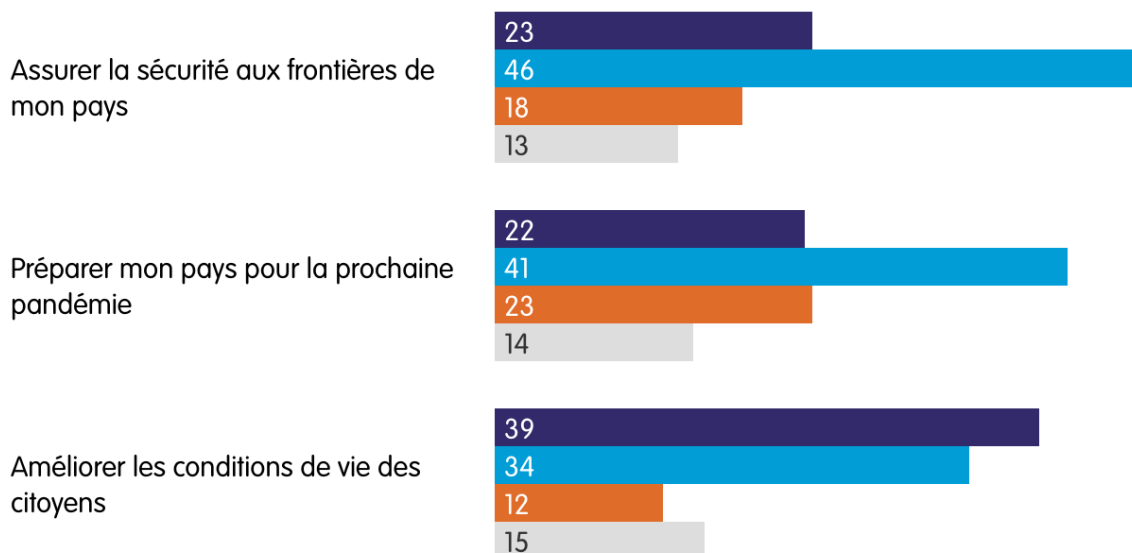


Source: Dataprxaxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

Lorsque nous avons demandé aux personnes interrogées comment leur pays devait répondre aux grandes priorités que sont la sécurité aux frontières et la préparation à la prochaine pandémie, une pluralité d'entre elles a répondu que la coopération au niveau de l'UE était à la fois nécessaire et à la hauteur de la tâche. Cette opinion est largement partagée, une pluralité de partis estimant que la coordination au niveau de l'UE est la bonne échelle pour assumer ces tâches.

De quelle façon pensez-vous que votre pays soit capable de faire face à ces différents défis ? Tous les pays interrogés, en pourcentage.

■ Mon pays serait capable de le gérer seul ■ Mon pays aurait besoin de la seule coopération avec l'UE ■ Ce défi dépasserait mon pays et l'UE ■ Je ne sais pas



Source: Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

La foi en cette idée tend à être la plus faible parmi ceux qui ont indiqué qu'ils ne voteraient pas. En France, le soutien aux efforts au niveau européen sur ces deux dossiers est le plus fort parmi les électeurs de La République En Marche et des Républicains. Cela correspond non seulement aux partisans du président actuel et de sa position pro-UE, mais aussi à une communauté plus large.

Dans le domaine de la santé, il est particulièrement frappant de constater que 41 % des Européens interrogés estiment que la coopération européenne est l'instance la plus importante pour se préparer à la prochaine pandémie. En effet, lorsqu'ils ont été interrogés sur la réponse actuelle de l'UE à la pandémie de coronavirus, une majorité d'entre eux ont exprimé des sentiments négatifs (colère, peur ou tristesse). Même la perception d'une sous-performance à ce jour ne semble pas ébranler la conviction que l'UE doit renforcer sa souveraineté sanitaire.

L'approbation de la coopération en matière de sécurité au niveau de l'UE est également remarquable. La menace russe est un test grandeur nature de la souveraineté européenne qui a évolué de manière spectaculaire depuis notre enquête. Au cours de la période où l'enquête a été menée, des centaines de gros titres ont été publiés sur la façon dont un nouvel ordre de sécurité européen était décidé lors de discussions entre les États-Unis et la Russie, sans la

présence de l'UE. Pour les citoyens européens, il semble que cela montre qu'il est nécessaire d'intensifier les efforts pour construire la coopération européenne en matière de sécurité plutôt que de s'en éloigner. Un grand nombre de personnes interrogées ont déclaré que le niveau de l'UE était le bon pour traiter de la sécurité aux frontières de l'UE. Interrogés sur leurs sentiments à l'égard de la réponse de l'UE à l'implication de la Russie en Europe de l'Est (Ukraine et Biélorussie), la majorité des répondants ont eu une réaction négative (31 % étaient craintifs, 15 % étaient en colère et 11 % étaient tristes).

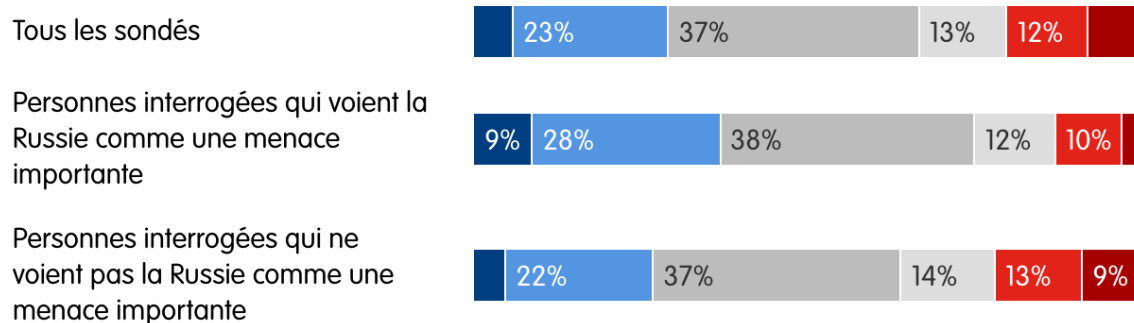
Ce résultat est conforme à une enquête commandée par l'ECFR et publiée le mois dernier, qui montre que les Européens considèrent qu'une invasion de l'Ukraine par la Russie aurait des conséquences importantes pour l'UE et que celle-ci devrait participer à la réponse à cette invasion. Depuis, l'UE a mis en œuvre des sanctions de grande envergure à l'encontre de la Russie, en coordination avec d'autres acteurs mondiaux et des États membres tels que l'Allemagne qui a envoyé des armes et de l'aide au peuple ukrainien. Le fait d'approuver l'utilisation du budget de la défense de l'UE pour soutenir ces efforts semble correspondre aux attentes des citoyens vis-à-vis de l'Allemagne en ce moment de crise.

La menace de la Russie semble renforcer les opinions sur la nécessité de la souveraineté européenne parmi ceux qui la ressentent. Lorsque nous avons demandé aux Européens ce qu'ils pensaient de l'idée de souveraineté européenne, leurs réponses étaient bien plus susceptibles d'être positives parmi ceux qui considéraient la Russie comme une menace importante (36 % contre 29 % dans l'ensemble). Cette tendance est évidente dans tous les pays de l'échantillon.

A quel point êtes-vous pour ou contre la souveraineté européenne ?

Tous les pays interrogés, selon si les personnes interrogées considèrent que la Russie est l'une des deux plus importantes menaces pour l'Europe.

■ Totalement pour ■ Plutôt pour ■ Ni pour ni contre ■ Je ne sais pas ■ Plutôt contre ■ Totalement contre

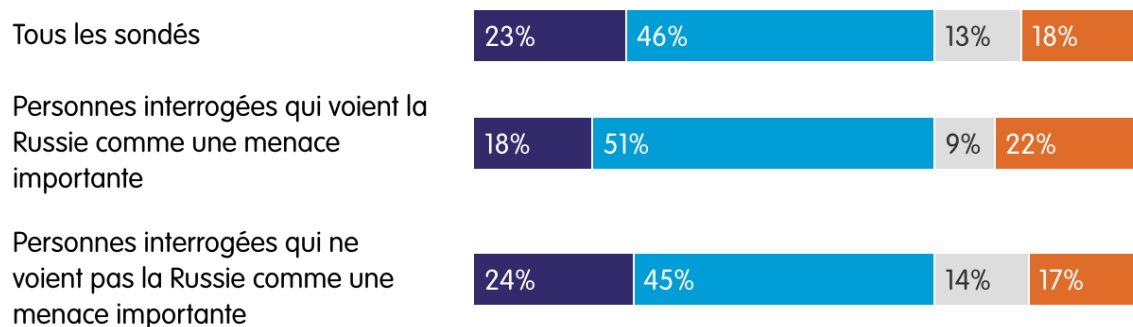


Source: Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

Les personnes interrogées sont également plus susceptibles de penser que leur pays a besoin de la coopération de l'UE en matière de sécurité si elles considèrent la Russie comme une menace importante. C'est le cas dans tous les pays interrogés, à l'exception des Pays-Bas et du Danemark.

Pensez-vous que votre pays pourrait être capable d'assurer seul la sécurité à ses frontières ? Tous les pays interrogés, selon si les personnes interrogées considèrent que la Russie est l'une des deux plus importantes menaces pour l'Europe.

■ Mon pays serait capable de le gérer seul ■ Mon pays aurait besoin de la seule coopération avec l'UE ■ Je ne sais pas ■ Ce défi dépasserait mon pays et l'UE

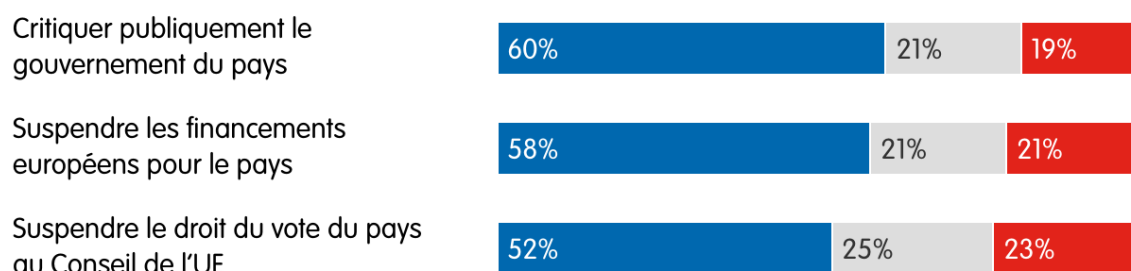


Source: Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, and YouGov, January/February 2022.
ECFR · ecfre.eu

Ces chiffres montrent que la foi des répondants en la valeur du projet européen est fortement liée à la nécessité de défendre la sécurité des citoyens au sens large. Mais ils veulent également que l'UE protège leurs valeurs. Notre enquête a cherché à savoir si, face à des préoccupations sérieuses et durables concernant la démocratie et l'État de droit dans un État membre, les citoyens estiment qu'il est légitime que l'UE agisse. Ils y sont tout à fait favorables. Des majorités dans toute l'UE soutiennent l'idée que l'Union puisse critiquer les États membres (61 %), leur refuser des fonds européens (58 %) et même restreindre leurs droits de vote au Conseil de l'UE (52 %) en réponse à des violations dans ce domaine. Il existe ici des différences entre les États membres, notamment en ce qui concerne la rétention des fonds européens et la restriction des droits de vote au Conseil. Mais, dans chaque État membre interrogé, il y a au moins un grand nombre - et généralement une majorité - de personnes qui soutiennent chaque ligne de conduite potentielle.

Pensez-vous que l'UE devrait appliquer les mesures suivantes quand il existe des craintes qu'un Etat membre ne soit corrompu et n'ait pris le contrôle politique des instances judiciaires ? Tous les pays interrogés.

■ L'UE devrait pouvoir le faire ■ Je ne sais pas ■ L'UE ne devrait pas pouvoir le faire



Source: Datapraxix, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

Au printemps 2022, dans l'opinion publique européenne, la question n'est clairement pas de savoir s'il faut construire la souveraineté européenne pour résister aux menaces sécuritaires et normatives, mais de savoir comment y parvenir.

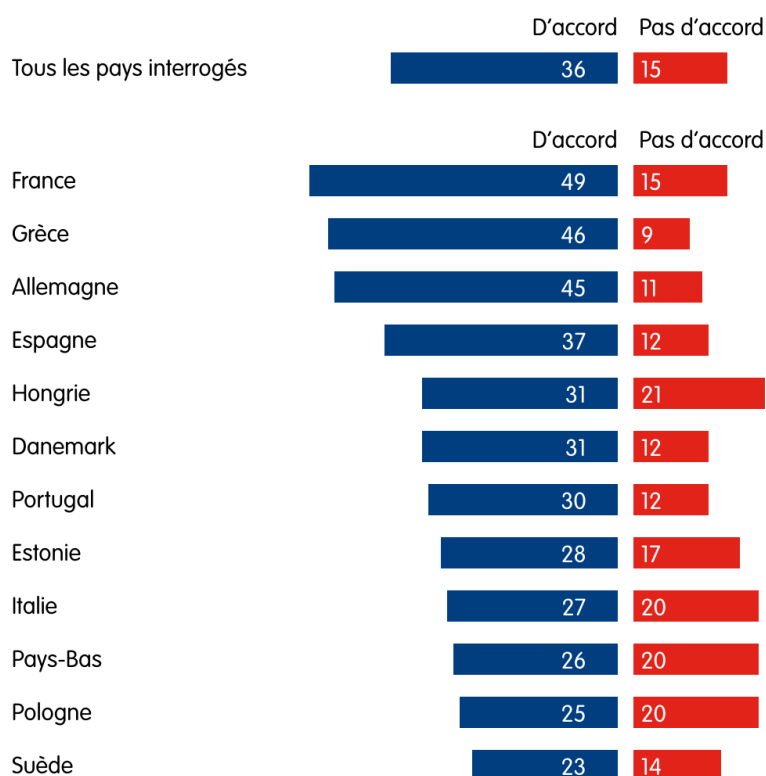
Les Européens sont positifs à l'égard du leadership français

La France entre en scène. Depuis la création de l'UE, la France a été l'un des champions de « l'Union sans cesse plus étroite ». Plus récemment, sous l'ère Macron, elle a tenu le flambeau de la souveraineté européenne. Toutefois, les décideurs politiques des autres États membres et des institutions de l'UE considèrent souvent ce champion de manière désobligeante comme un activiste plutôt que comme un leader en matière de politique étrangère. La France d'Emmanuel Macron a été particulièrement active et disposée à mettre des initiatives sur la table. La France a lancé l'Initiative européenne d'intervention en 2018, Emmanuel Macron a tenté d'approfondir le dialogue avec la Russie en 2019 - la même année où, comme cela a largement été commenté, il s'est demandé à voix haute dans une interview à *The Economist* si l'OTAN était en état de mort cérébrale et a appelé à plus de coordination politique au sein de l'organisation. La France a également lancé une conférence régionale pour stabiliser l'Irak en 2021, renouvelé son partenariat avec les pays africains en 2021 et mis fin à l'opération Barkhane au Mali en 2022, entre autres initiatives.

Le rythme soutenu des réformes engagées par Emmanuel Macron a laissé les Européens stupéfaits, voire déconcertés. Provoquer ces secousses n'a pas toujours fonctionné, ce qu'il semble avoir compris lors de la crise russo-ukrainienne. Cette fois, avant d'aller rencontrer le président Vladimir Poutine à Moscou, il a coordonné et consulté ses partenaires américains et européens pour s'assurer qu'il présentait l'Europe comme un front uni. Néanmoins, certains Européens restent méfiants quant à ses objectifs ultimes en matière de politique étrangère européenne.

Avec un second mandat présidentiel, Emmanuel Macron pourrait vouloir approfondir le projet européen et le remodeler selon la vision de la France. Jusqu'à présent, tout porte à croire que Valérie Pécresse - la candidate à la présidence pour le parti Les Républicains - n'a pas une approche radicalement différente de cette question. Elle a esquissé une vision dans laquelle l'UE est le niveau adéquat pour apporter des réponses aux crises majeures - qu'il s'agisse de s'attaquer au Covid-19 ou de lancer des stratégies pour influencer la Chine et la Russie. Elle souhaite renouveler le partenariat de l'Europe avec l'Afrique, en étroite collaboration avec l'Allemagne. Elle appelle l'Europe à accepter pleinement sa puissance et à l'utiliser pour le bien de tous. Elle veut réaliser le potentiel du « Green Deal » européen et que les Européens harmonisent leurs politiques de santé. Le gouvernement d'Emmanuel Macron peut prétendre de manière crédible avoir fait avancer toutes ces priorités au cours des cinq dernières années. Et notre enquête suggère que les Européens sont en principe d'accord avec cela. Le stéréotype de la France que les responsables politiques européens entretiennent est celui d'un acteur militant qui sert l'intérêt national français plutôt que l'intérêt européen. Mais ce sentiment ne semble pas être partagé par l'opinion publique européenne.

Êtes-vous d'accord pour dire que la France est un partenaire sur lequel les autres pays membres de l'UE peuvent s'appuyer ? En pourcentage.



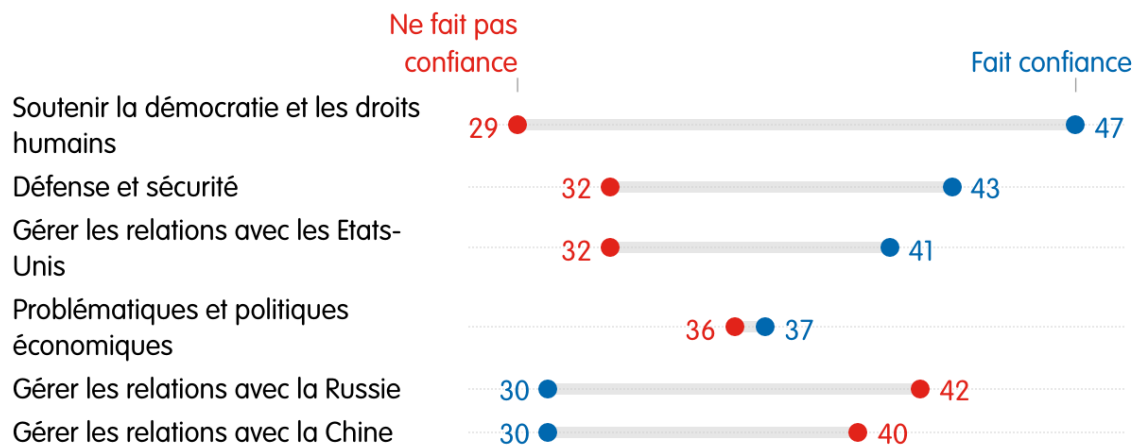
Le reste des personnes interrogées a indiqué ne pas savoir ou bien n'être "ni d'accord, ni pas d'accord".

Source: Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.

ECFR · ecfr.eu

Une pluralité d'Européens considèrent la France comme un partenaire fiable. Et, dans chaque pays interrogé, les personnes estimant pouvoir compter sur la France sont plus nombreuses que celles estimant ne pas pouvoir le faire. Il est intéressant de noter que si l'on compare ces données aux opinions sur le leadership allemand issues d'une enquête paneuropéenne commandée par l'ECFR et réalisée au cours de l'été 2021, il ne semble pas y avoir d'hésitation quant aux efforts de la France pour approfondir la souveraineté européenne. C'est plutôt l'inverse. Bien que les questions posées soient différentes - et bien que le sondage de janvier et ses résultats français aient eu lieu à un moment plus tendu sur le plan géopolitique avec la crise russe - la plupart des Européens semblent être légèrement plus à l'aise avec l'idée de s'appuyer sur la France que sur l'Allemagne. Les répondants des Pays-Bas et de la Hongrie font exception à cette règle dans les deux enquêtes.

Dans quelle mesure faites-vous confiance à la France pour défendre les intérêts européens si elle joue un rôle de meneur dans ces différents domaines ? Tous les pays interrogés sauf la France, en pourcentage.



Source: Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecf.eu

Les États membres de l'UE font confiance à la France pour protéger les intérêts de l'Union sur les relations avec les États-Unis, la démocratie et la défense mais moins sur les questions économiques, la Russie et la Chine. Il s'agit d'un ordre très différent de celui qui prévalait lorsque nous avons posé une question similaire concernant la confiance des sondés dans l'Allemagne pour protéger les intérêts de l'UE, où les questions économiques arrivaient en tête, suivies de la démocratie. Nous soupçonnons que ces réponses mélangent différents éléments. La dimension économique est moins surprenante, car la France est généralement perçue comme faisant partie d'une coalition d'États membres du sud de l'UE - manquant de rigueur fiscale, tout en appelant à une coopération accrue et à une mutualisation de la dette. L'UE a fait des progrès considérables dans sa politique à l'égard de la Chine au cours des trois dernières années - notamment avec la Commission européenne qui a qualifié le pays de rival systémique - mais les États membres ne sont toujours pas disposés à s'en remettre à l'Union dans ce domaine.

En fonction du résultat de l'élection présidentielle, il s'agira pour la France de poursuivre ses efforts pour renforcer la souveraineté européenne non seulement dans la lutte contre le changement climatique et le Covid-19, mais aussi pour assurer une action crédible sur les questions traditionnelles de politique étrangère où les Européens ont moins confiance - comme la Russie et la Chine. L'UE doit renforcer ses investissements dans la sécurité et dans la défense afin de compléter son engagement dans l'OTAN. Les engagements pris au niveau de l'UE d'envoyer un milliard d'euros d'aide à l'Ukraine à la suite de l'invasion russe, et la

décision historique de l'Allemagne d'augmenter ses dépenses militaires de 100 milliards d'euros, sont des pas importants dans la bonne direction sur ce front.

Si la France bénéficie d'une plus grande confiance sur les questions de sécurité en général, on pourrait supposer qu'elle devrait bénéficier d'une plus grande confiance sur la question de la Russie. Or notre enquête montre que ce n'est pas le cas. La position française, qui a consisté à avoir un dialogue franc avec le Kremlin, n'a pas donné les résultats escomptés depuis 2019. Cela a peut-être alimenté le fait que la population fait moins confiance à la France sur le dossier russe que sur la sécurité de manière plus générale - même si la menace russe est désormais passée au centre des préoccupations sécuritaires. Alors que les différentes tentatives d'Emmanuel Macron pour dialoguer avec la Russie étaient considérées jusqu'à récemment comme un handicap pour la sécurité européenne, elles peuvent désormais témoigner de sa volonté d'épuiser la voie diplomatique avant d'adopter une autre approche.

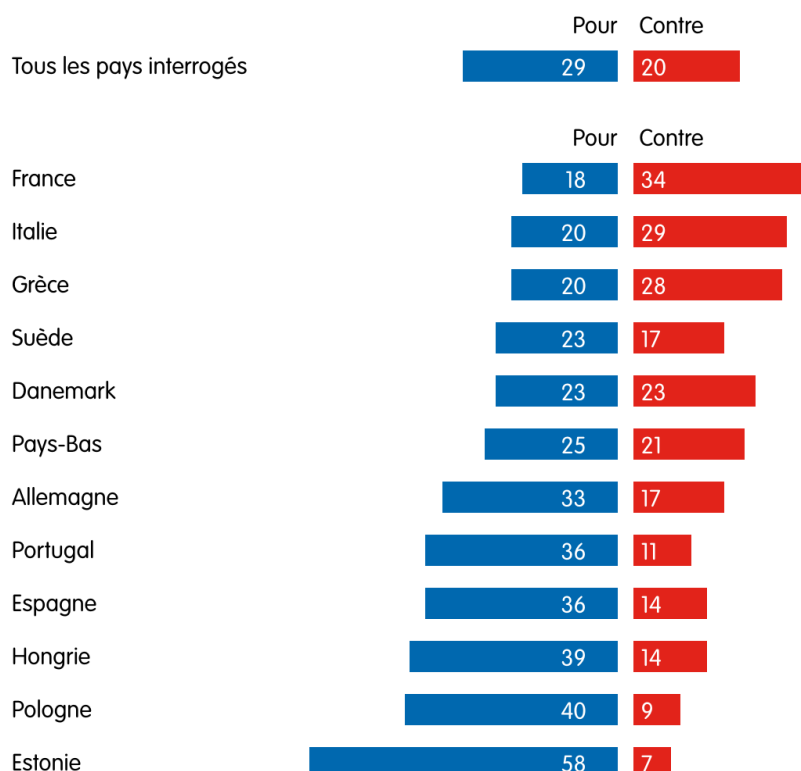
La dimension américaine peut peut-être s'expliquer à travers le prisme d'AUKUS. Après la débâcle diplomatique de l'annonce du pacte AUKUS - au cours de laquelle l'Australie a renoncé à un important contrat de sous-marins avec la société française Naval Group sans en avertir ses partenaires au préalable - la France a présenté un certain nombre d'exigences en matière de coopération avec les États-Unis, notamment une politique ferme et sans surprise et la nécessité de considérer l'UE comme un partenaire sérieux et égal en matière de sécurité. Cette approche revigorée du côté français a conduit à un dialogue entre l'UE et les États-Unis sur la sécurité et la défense qui débutera en 2022. Par ailleurs, pour tenter de désamorcer la situation avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il y a eu un niveau de coordination sans précédent entre Européens et Américains - et entre Européens eux-mêmes - qui découlait à la fois de la volonté renouvelée des États-Unis de travailler avec leurs alliés européens et du désir des Européens de s'assurer qu'ils étaient toujours les acteurs de leur propre sécurité. Les effets des efforts de la France dans ce domaine contribuent peut-être à renforcer le sentiment des Européens que le pays les soutiendra dans les relations transatlantiques.

Quel agenda européen le prochain président français devrait-il adopter ?

Malgré l'opinion étonnamment positive des Européens quant au leadership français, il reste du travail à faire au niveau national. Notre enquête a mis en lumière un paradoxe français : bien que le gouvernement français se soit fait le champion de la souveraineté européenne ces dernières années, les Français font partie d'une minorité d'Européens de notre enquête - avec les Grecs, les Italiens et les Danois - qui ont une opinion plus négative que positive de la souveraineté européenne. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'Emmanuel Macron et son équipe se sont tellement attachés à convaincre les autres Européens qu'ils n'ont pas consacré autant d'énergie à défendre et à incarner le récit de la souveraineté européenne en France.

A quel point êtes-vous pour ou contre la souveraineté européenne ?

En pourcentage.



Source: Dataprix, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute, et YouGov, Janvier/Février 2022.
ECFR · ecfr.eu

L'opinion des citoyens français figure parmi les opinions les plus négatives sur l'UE de toutes les personnes interrogées. Des experts ont mis en garde contre le fait de les étiqueter « Eurosceptiques » pour plusieurs raisons. Les Français sont plus favorables à l'idée de l'Europe qu'au soutien des institutions et des structures européennes. Ils sont relativement sceptiques à l'égard de l'intégration européenne mais font preuve d'un fort attachement à l'UE, à son ouverture aux autres, à son adhésion aux principes européens, aux politiques communes et à son rôle dans le monde.

L'ignorance et la méconnaissance du fonctionnement de l'UE constituent un élément majeur de la méfiance des Français à l'égard de l'Union. Ce fait bien documenté est l'une des raisons de la devise de la Présidence française du Conseil de l'UE : Relance, Puissance, Appartenance. L'élément « Relance » a pris de l'ampleur sous la présidence allemande de l'UE, qui a vu les États membres de l'UE accepter, en juillet 2020, la mutualisation de la dette pour faire face aux retombées économiques du Covid-19, ce qui avait été tabou jusque-là. S'il est réélu, Emmanuel Macron entend poursuivre un programme de réformes économiques afin de mettre en place « l'Europe qui protège » qu'il défend depuis cinq ans. L'élément « Puissance » de la devise est un travail en cours. L'UE assume désormais sa dimension et ses

ambitions géopolitiques - même si des obstacles se dressent devant elle, non seulement en termes de cohésion de l'UE, mais aussi de définition et d'utilisation des outils dont l'UE a besoin pour se défendre contre la panoplie d'armes brandies par ses rivaux géopolitiques. L'élément « Appartenance » est certainement le plus difficile à assumer. Pour que les deux premiers éléments fonctionnent, il faut qu'il existe un sentiment de solidarité entre les États membres, qui leur permette de rester unis. Pour atteindre cet objectif, les Européens devront élargir leur compréhension de leurs intérêts et développer un attachement à un espace public européen. Pour surmonter la méfiance des Français à l'égard de l'UE, il faudra, entre autres recommandations, que les médias et les programmes scolaires français accordent une place beaucoup plus importante aux affaires européennes.

Il y a également du travail à faire au niveau européen. Notre enquête montre que le problème n'est pas tant le style du leadership français mais les priorités mises en avant par ses dirigeants. Nos données suggèrent qu'il existe un groupe qui soutient une plus grande coopération en matière de sécurité au sens large. Comme nous l'avons vu, les deux plus grandes menaces qui préoccupent les Européens sont le Covid-19 et le changement climatique. Ce sont également des domaines dans lesquels les citoyens de l'UE ont le sentiment profond que le système international n'est pas à la hauteur. L'UE doit intensifier son rôle sur ces questions et renforcer sa capacité à agir par le biais du système international dans ces domaines.

Une réponse européenne plus forte en matière de climat et de Covid-19 pourrait envoyer un message particulièrement fort aux jeunes Européens quant à la pertinence de l'UE dans leur vie. Parmi les 18-29 ans, les préoccupations relatives à ces deux questions se démarquent fortement de toutes les autres menaces pesant sur l'Europe. En revanche, parmi les groupes plus âgés, s'y ajoutent des questions telles que l'immigration et l'islamisme radical. Parmi les électeurs français, les inquiétudes concernant le coronavirus sont plus prononcées que celles concernant le climat dans toutes les tranches d'âge.

Pour devenir un leader plus efficace au sein de l'UE, Paris doit renforcer sa crédibilité sur les questions économiques – ce qui, comme le sujet qui lui est étroitement lié des relations avec la Chine, semble être un domaine clé où les citoyens des États membres autres que la France se méfient des initiatives menées par la France. En décembre 2021, dans le sillage des investissements massifs de l'UE en réponse à la pandémie de Covid-19, Emmanuel Macron et le Premier ministre italien Mario Draghi ont publié une tribune dans le *Financial Times* qui préconisait une réforme des règles fiscales de l'UE. Ils ont plaidé en faveur d'un approfondissement du « programme de réformes » qui devrait accompagner « les transformations d'investissements à grande échelle dans la recherche, les infrastructures, la numérisation et la défense ». Ils ont ajouté : « Nous avons besoin d'une stratégie de croissance européenne pour la prochaine décennie et nous devons être prêts à la mettre en

œuvre par des investissements communs, des règles plus adaptées et une meilleure coordination - pas seulement pendant les crises ».

Les partenariats seront essentiels pour la France dans ce processus. Étant donné la confiance relativement faible des Européens dans le leadership français sur les questions économiques, il sera important d'obtenir l'assentiment d'États membres qui inspirent plus confiance dans ce domaine. De cette façon, la France pourra renforcer cette dimension de son leadership sur la souveraineté européenne.

Le débat entre approfondissement et élargissement est au cœur du casse-tête européen actuel. Emmanuel Macron estime que l'UE doit approfondir et tisser des liens plus étroits avant de s'ouvrir aux autres. Les dirigeants européens du nord et de l'est penchent pour une ouverture préalable, dans l'espoir que l'inclusion dans le marché unique européen aidera les autres pays à se développer économiquement et socialement. Les points de départ de ces deux visions des choses sont différents mais pas incompatibles. Emmanuel Macron s'est mis à dos de nombreux Européens lorsqu'il a opposé son veto à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE pour la Macédoine du Nord et l'Albanie en 2019. Certains dans les Balkans ont même qualifié sa décision « d'erreur historique ». Une conférence sur les Balkans occidentaux a été inscrite à la toute fin du programme de la Présidence française du Conseil de l'UE, ce qui souligne l'importance que Paris accorde désormais à cette question.

Enfin, et surtout, dans le contexte de la crise ukrainienne où Vladimir Poutine tente de réécrire les règles internationales, la France devra adopter une position plus ferme sur les questions d'État de droit. Cela contribuerait à convaincre les Européens que le leadership français protège non seulement leurs intérêts mais aussi leurs valeurs.

Emmanuel Macron est rarement allé plus loin que des discours dans ce domaine - et, manifestement, les Européens ont le sentiment qu'une ligne plus forte est nécessaire pour éviter de nouveaux reculs de l'État de droit en Europe. Trente ans après la chute du mur de Berlin, un nouveau clivage est-ouest semble apparaître au niveau national au sein de l'UE en matière d'État de droit. Là aussi, la France devra montrer l'exemple. Dans les relations internationales, le président français devra veiller à ne pas donner l'impression de développer des relations avec les dirigeants autocrates de la même manière qu'avec les démocrates. L'une des marques de fabrique d'Emmanuel Macron, à l'étranger comme à l'intérieur, est de développer des relations personnelles avec ses interlocuteurs. On dit qu'il lit les comptes rendus détaillés des descriptions des personnalités politiques envoyés par les ambassades du monde entier, ainsi que les rapports des services de renseignement les concernant, puis qu'il adapte sa stratégie diplomatique à leur personnalité. C'est probablement ce que font aussi d'autres dirigeants avec leurs partenaires mais il est problématique de traiter de la même manière les démocrates, les partenaires et les autocrates. La diplomatie exige de traiter avec toutes sortes d'acteurs mais accorder une attention particulière aux autocrates peut avoir un effet boomerang sur un dirigeant. La récente rencontre d'Emmanuel Macron avec Vladimir

Poutine à Moscou, qui s'est déroulée dans un contexte de tensions croissantes à la frontière ukrainienne et qui a été précédée et suivie d'appels téléphoniques, a considérablement irrité ses partenaires européens.

Le fort soutien des sondés à la lutte contre les violations de l'État de droit souligne que pour résister aux tentatives de la Russie, de la Chine et d'autres acteurs de réécrire les règles de l'ordre international, nous devons commencer par un « réarmement moral » chez nous. Une défense plus vigoureuse de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit en Europe est une condition préalable à une stratégie visant à façonner les normes internationales dans tous les domaines.

Conclusion

Nos données montrent que le vainqueur de la prochaine élection présidentielle française aura un mandat pour construire la souveraineté stratégique européenne. Le leadership de la France au sein de l'UE n'est pas aussi contesté que de nombreux commentateurs semblent le penser. Et les citoyens européens reconnaissent la nécessité d'une coopération européenne sur les menaces qu'ils craignent le plus. On pourrait même penser que leur détermination sur ce front s'est renforcée avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La France doit adapter sa méthode lorsqu'il s'agit de défendre son agenda européen. Elle doit s'efforcer de créer une Europe plus inclusive et participative. Ce sera un combat pour de nombreuses raisons - la composition du système politique de la Cinquième République, un président qui croit en la verticalité et un Parlement qui ne joue pas le rôle d'équilibre dont le pays a besoin - mais il est essentiel que les gouvernements et les citoyens européens soutiennent le leadership français. Il sera primordial de développer un discours plus fort sur le rôle que l'UE peut jouer vis-à-vis de la Russie et de la Chine, et de rendre les affaires européennes plus présentes dans le débat français. La campagne précédant cette élection est l'occasion de faire les deux.

Méthodologie

Ce rapport est basé sur un sondage d'opinion publique que Datapraxis, AnalitiQs, Datalyze, Szondaphone, Turu-uuringute et YouGov ont réalisé pour l'ECFR au Danemark, en Estonie, en France, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne, au Portugal, en Espagne et en Suède. L'enquête a été menée fin janvier et début février 2022, auprès d'un échantillon global de 15 113 personnes.

Il s'agissait d'une enquête en ligne au Danemark (n = 1 023), en Estonie (n = 502), en France (n = 3 019), en Allemagne (n = 2 013), en Grèce (n = 511), en Italie (n = 1 006), aux Pays-Bas (n = 1 008), en Pologne (n = 1 517), au Portugal (n = 1 002), en Espagne (n = 1 011) et en Suède (n = 1 001). En Hongrie (n = 1 500), les réponses ont été recueillies en ligne et par téléphone. Les résultats sont représentatifs au niveau national des données démographiques de base et des votes passés dans chaque pays. La marge d'erreur générale est de $\pm 2 \%$ pour un échantillon de 2 000 à 3 000 personnes, de $\pm 3 \%$ pour un échantillon de 1 000 à 1 500 personnes et de $\pm 4 \%$ pour un échantillon de 500 personnes.

Les dates exactes du sondage sont : Danemark (21-31 janvier), Estonie (2-7 février), France (21 janvier – 1 février), Allemagne (25 janvier – 1 février), Grèce (25-31 janvier), Hongrie (21-30 janvier), Italie (25 janvier – 4 février), Pays-Bas (28 janvier – 3 février), Pologne (25-31 janvier), Portugal (21 janvier - 2 février), Espagne (25 janvier - 2 février) et Suède (21-31 janvier).

Remerciements

Les auteures sont très reconnaissantes envers leurs collègues de l'ECFR, notamment Philipp Dreyer, Gosia Piaskowska et, surtout, Pawel Zerka, qui ont effectué un travail minutieux sur les données sur lesquelles se fonde ce rapport et qui ont commenté les versions préliminaires. Elles remercient également Gareth Davies pour son travail de révision du texte, Andreas Bock et Susanne Baumann pour les avoir aidés à mettre en forme le message qu'il contient, et Nick Witney pour le concept de « réarmement moral » de l'UE dans les discussions autour de la réponse à la crise ukrainienne. Les auteures remercient également leurs collègues Mathilde Ciulla et Amandine Drouet pour leur soutien lors de la rédaction de ce document. Des remerciements tous particuliers vont aux Zeehonden, qui ont rendu possible la production de ce document.

Elles souhaitent également remercier Mike Champion, Kate Galea et Paul Hilder de Datapraxis pour leur patiente collaboration avec nous dans l'élaboration et l'analyse des sondages mentionnés dans le rapport. Elles ont beaucoup apprécié le partenariat avec Thinktank Europa et la Fondation Calouste Gulbenkian sur ce projet, et sur notre travail de sondage en général.

Les éventuelles erreurs sont de la responsabilité des auteures.

À propos des auteures

Susi Dennison est chercheuse à l'ECFR et directrice du programme Europe puissance de l'ECFR. À ce titre, elle étudie les questions relatives à la stratégie, à la cohésion et aux politiques pour parvenir à une politique étrangère et de sécurité collective de l'UE. Ses publications les plus récentes à l'ECFR sont : 'Climate of cooperation: How the EU can help deliver a green grand bargain', avec Alex Clark & Mats Engstrom (octobre 2021), le chapitre sur le climat de 'The Power Atlas' avec Alex Clark (décembre 2021) et 'Crisis of confidence: How Europeans see their place in the world' avec Jana Puglierin (juin 2021).

Tara Varma est chercheuse et directrice du bureau de Paris de l'ECFR où elle suit la politique étrangère française et les évolutions de la sécurité européenne et asiatique. Ses publications les plus récentes sont : 'Views from the capitals: Russia's war on Ukraine' avec Piotr Buras, Swantje Green, Jana Puglierin, Maria Simeonova, José Ignacio Torreblanca et Arturo Varvelli, 'Diplomacy for a sovereign Europe: France's approach to the war in Ukraine' et 'After AUKUS: The uncertain future of American and European cooperation in the Indo-Pacific'.

ABOUT ECFR

The European Council on Foreign Relations (ECFR) is the first pan-European think-tank. Launched in October 2007, its objective is to conduct research and promote informed debate across Europe on the development of coherent, effective and values-based European foreign policy. ECFR has developed a strategy with three distinctive elements that define its activities:

- A pan-European Council. ECFR has brought together a distinguished Council of over two hundred Members – politicians, decision makers, thinkers and business people from the EU’s member states and candidate countries – which meets once a year as a full body. Through geographical and thematic task forces, members provide ECFR staff with advice and feedback on policy ideas and help with ECFR’s activities within their own countries. The Council is chaired by Carl Bildt, Lykke Friis, and Norbert Röttgen.
- A physical presence in the main EU member states. ECFR, uniquely among European think-tanks, has offices in Berlin, London, Madrid, Paris, Rome, Sofia and Warsaw. Our offices are platforms for research, debate, advocacy and communications.
- Developing contagious ideas that get people talking. ECFR has brought together a team of distinguished researchers and practitioners from all over Europe to carry out innovative research and policy development projects with a pan-European focus. ECFR produces original research; publishes policy reports; hosts private meetings, public debates, and “friends of ECFR” gatherings in EU capitals; and reaches out to strategic media outlets.

ECFR is a registered charity funded by the Open Society Foundations and other generous foundations, individuals and corporate entities. These donors allow us to publish our ideas and advocate for a values-based EU foreign policy. ECFR works in partnership with other think tanks and organisations but does not make grants to individuals or institutions.

ecfr.eu

The European Council on Foreign Relations does not take collective positions. This paper, like all publications of the European Council on Foreign Relations, represents only the views of its authors. Copyright of this publication is held by the European Council on Foreign Relations. You may not copy, reproduce, republish or circulate in any way the content from this publication except for your own personal and non-commercial use. Any other use requires the prior written permission of the European Council on Foreign Relations. © ECFR March 2022. ISBN: 978-1-914572-36-4. Published by the European Council on Foreign Relations (ECFR), 4th Floor, Tennyson House, 159-165 Great Portland Street, London W1W 5PA, United Kingdom.